



lutte
ouvrière

Transports

**LE CAMP DES
TRAVAILLEURS**



Le 19 janvier à Paris.



Travailleuses, travailleurs,

Toute l'économie est en train de se détraquer. Les prix de l'énergie ou de l'essence, ceux du pain et de la nourriture, s'envolent. De plus en plus de familles ouvrières se privent pour se nourrir ou se chauffer. La crise de l'énergie menace nombre d'entreprises et les emplois qui vont avec.

Des millions de femmes et d'hommes jonglent avec des petits boulots pour concilier problèmes de santé et charges de famille, sans réussir à gagner leur vie. Et des millions d'autres, conducteurs de bus, aides-soignants, vendeurs ou serveurs, sont tellement mal payés qu'ils ne parviennent plus à faire face aux dépenses pour se loger et faire vivre leur famille.

Au même moment, les profits des grandes entreprises battent record sur record, les actionnaires reçoivent des dividendes historiques et les rémunérations des PDG augmentent de 50 %, comme celle de Carlos Tavarès, le PDG de Stellantis, qui atteint les 66 millions d'euros par an.

Et que décide le gouvernement ?

Il attaque les chômeurs en réduisant la durée de leur indemnisation et les conditions d'accès à leurs droits. Il attaque tous les travailleurs en repoussant une nouvelle fois l'âge de départ à la retraite.



Dans la manifestation pour les salaires du 10 novembre 2022.

Aux capitalistes confrontés à la crise énergétique, à la concurrence internationale qui s'aggrave, aux marchés brutalement fermés par la guerre en Ukraine ou par les sanctions contre la Russie, le gouvernement verse des milliards d'aides avec l'argent public.

Contre les travailleurs et les classes populaires, il brandit les menaces et les coups de bâton, les injonctions à travailler plus, à se chauffer moins et à accepter des sacrifices car « le temps de l'abondance et de l'insouciance est terminé ».

Le patronat, Macron et son gouvernement se moquent de nos problèmes. Ils se moquent des salaires qui ne suivent pas le coût de la vie. Ils se moquent des habitants qui ne peuvent plus se chauffer. Ils se moquent des municipalités qui ne peuvent plus faire face aux besoins des habitants. Ils parlent toujours des intérêts du pays et du peuple, alors qu'ils sont corps et âme dévoués à la seule bourgeoisie. Ces gens-là sont nos pires ennemis.

Pour ne pas nous laisser dépouiller, pour ne pas plonger dans la misère, pour sortir du chaos dans lequel les capitalistes et leurs serviteurs sont en train de plonger toute la société, nous devons

prendre notre sort en main. Nous devons discuter des revendications essentielles à formuler. Nous devons nous organiser pour les imposer.



À Vichy, les travailleurs de L'Oréal mobilisés pour les salaires le 21 octobre 2022.

Pourquoi l'électricité manque-t-elle ? Pourquoi le prix de l'énergie flambe-t-il ?

Si les prix du gaz et de l'électricité atteignent des records, ce n'est pas à cause de la guerre en Ukraine ou de la fermeture des gazoducs russes. C'est parce que le marché de l'énergie est livré à la spéculation d'une poignée de grands courtiers, des producteurs comme EDF ou Engie, ou de simples revendeurs.

Depuis vingt ans, à la demande des capitalistes, les États ont méticuleusement dérégulé la production et la distribution du gaz et de l'électricité en créant artificiellement un marché concurrentiel à la place d'une certaine planification des capacités productives.

Plutôt que d'entretenir au mieux les centrales électriques existantes, de remplacer le départ en retraite des techniciens chevronnés, EDF a multiplié le recours à la sous-traitance et les opérations financières. Résultat, la moitié des centrales nucléaires est aujourd'hui à l'arrêt. Et la production menace d'être insuffisante pour faire face aux pics de consommation de l'hiver.

Les spéculateurs profitent de chaque menace de pénurie, de chaque aléa dans les approvisionnements pour faire monter le prix du gaz et de l'électricité. Celui-ci n'a plus aucun rapport avec le coût de production.

Pompe à... fric. Veuillez insérer le pistolet dans votre porte-feuille svp



Quant au carburant, s'il est vendu à prix d'or dans les stations-service, ce n'est pas parce qu'il n'y a plus de pétrole sur la planète mais parce que les géants du secteur pétrolier ont délibérément augmenté son prix. Cela a permis à TotalEnergies de doubler ses profits avec un bénéfice de 18 milliards de dollars pour le seul premier trimestre 2022.

Ainsi une poignée de grands groupes du secteur de l'énergie prend à la gorge toute la société. Toute une fraction des industriels, dans la chimie, la verrerie et bien d'autres secteurs, voient leurs factures d'énergie flamber. Les plus gros anticipent et s'adaptent, en délocalisant leurs usines ou en changeant leurs productions.

Les trusts automobiles ont décidé de produire moins de voitures mais des modèles plus chers. D'autres sont menacés. Certains artisans bouchers ou boulangers, qui ne peuvent pas augmenter indéfiniment le prix de la baguette ou du steak, risquent de faire faillite.

Qui tiendra le choc ? Combien d'entreprises fermeront ? Combien de travailleurs vont se retrouver réduits au chômage partiel ou au chômage tout court ?

Dans les crises, les gros ont toujours les moyens d'imposer leur loi. Mieux, ils trouvent de nouvelles opportunités pour profiter de la situation. Au bout de la chaîne, les travailleurs, qui n'ont que leur salaire pour vivre, sont pris à la gorge et s'appauvrissent.

Ce qu'on appelle l'inflation est une injustice de plus, un prélèvement de plus sur les travailleurs, qui s'ajoute à l'exploitation et qui nous appauvrit, tout cela au profit de la minorité capitaliste qui domine l'économie.

C'est un enjeu de la lutte de classe qui prend aujourd'hui une importance cruciale. Eh bien, cette lutte de classe, il faut la mener !



Face à la flambée des prix, augmentation et indexation des salaires !

L'inflation officielle atteint les 7 % mais les produits courants, ceux que les ménages consomment tous les jours, ont augmenté de 12 ou 15 %.

Pendant que l'inflation bat des records, quand les salaires augmentent, c'est toujours beaucoup moins vite que les prix. Le fossé entre les prix et les salaires se creuse de plus en plus.

Dans le privé, même quand les patrons sont riches à milliards comme Total ou Sanofi, ils ne proposent que des augmentations de quelques pourcents, bien en dessous de l'inflation.

Dans la fonction publique, le point d'indice, qui détermine les salaires, a été relevé en août de 3,5 %... après douze ans de blocage !

Quant aux retraités, les 4 % d'augmentation de leurs pensions ont été à peine visible et rapidement mangés par la hausse des prix. Cette faible hausse n'a même pas permis aux retraités de rattraper la perte de leur pouvoir d'achat causée par le quasi-gel des pensions ces dernières années.

La flambée des prix est une catastrophe pour tous ceux qui n'arrivaient déjà pas à joindre les deux bouts. Et cela le devient pour des millions d'autres. Et à quoi avons-nous droit du matin au soir ? À des leçons de consommation, comment acheter malin, comment réduire le prix du Caddie, chasser les promos, porter un pull à la maison ou ne plus utiliser son four.

Pour que les pauvres se serrent la ceinture, il y en a toujours qui ont des idées. Mais quand le kilo de tomates vaut 5 euros, quand le prix de l'huile ou du poulet double, il n'y a pas le choix, il faut se priver. Quand l'essence est à 2 euros le litre, il faut rouler



moins ou laisser la voiture au garage.

Dévoué au grand patronat à qui il ne veut rien imposer, et surtout pas d'augmenter les salaires des travailleurs, le gouvernement cherche des subterfuges : primes et heures supplémentaires défiscalisées comme la prime dite Macron ; chèque alimentaire ; ristournes sur l'essence... Toutes ces mesures, payées par les impôts, c'est-à-dire par chacun d'entre nous, ne sont que des pis-aller. Elles ne sont pas prises pour que l'on ne s'appauvrisse pas, mais pour que l'on supporte cet appauvrissement.

Cela ne peut plus durer ! Depuis trop d'années nous laissons la classe capitaliste encaisser les profits que nous produisons collectivement. Aujourd'hui nous n'avons plus le choix : si nous ne voulons pas nous appauvrir, il faut que nous nous battions pour que ces profits nous reviennent en salaire et en pouvoir d'achat.

Dès que les prix augmentent, il faut augmenter les salaires, les allocations et les pensions dans la même proportion.

Contrôle des comptes pour prendre sur les profits

Pendant que nous nous serrons la ceinture, les capitalistes accumulent des profits faramineux. Après les 160 milliards de profits comptabilisés par les entreprises du CAC 40 en 2021, dont 80 milliards distribués aux actionnaires, l'année 2022 va être encore plus extraordinaire pour la bourgeoisie. Sur les neuf premiers mois, TotalEnergies a réalisé 18,8 milliards d'euros de profits, davantage que toute l'année précédente ; le transporteur CMA-CGM, 7,8 milliards !

Alors, oui, il y a de l'argent pour augmenter les salaires, il y a de l'argent pour les retraites et il y a même de l'argent pour embaucher et en finir avec ce chômage de masse : il faut prendre sur les profits du grand patronat.

Toutes les entreprises ne seraient pas en mesure de le faire ? Certaines risqueraient la faillite si elles augmentaient les salaires ? Qu'elles fassent la transparence sur leurs comptes, qu'on lève le secret des affaires et on verra qui fait son beurre sur le dos des autres !

Le contrôle des comptes des entreprises par les travailleurs est indispensable pour pouvoir suivre le circuit de l'argent et voir comment une minorité de profiteurs parasites s'approprie le produit du travail du plus grand nombre. On verrait alors qu'il y a de l'argent pour augmenter les salaires !



Contre le chômage, imposer des embauches et la répartition du travail entre tous, avec maintien du salaire !

Contrairement à ce que prétend Macron, le chômage de masse n'a pas reculé. Loin d'être une fatalité, il est le résultat de la politique du grand patronat qui, partout, pour augmenter les profits et les dividendes, cherche à supprimer des emplois et à surcharger de travail ceux qui restent. Pendant que près de six millions de personnes sont inscrites à Pôle emploi, dans la grande majorité des entreprises, c'est la course à la productivité.

Les travailleurs se voient imposer l'augmentation des cadences et l'allongement des horaires, souvent entre deux périodes de chômage partiel. Des millions d'autres, comme les intérimaires, alternent emplois précaires et périodes de chômage forcé.

L'État et les collectivités locales suppriment des emplois depuis des années ou embauchent des précaires.

Il n'y a qu'un seul moyen de combattre le chômage, il faut mener la politique inverse, avec une priorité : aucun travailleur ne doit être privé d'un emploi et d'un salaire permettant de vivre correctement. Pour cela, il faut imposer la répartition du travail entre tous, sans baisse des salaires.

C'est aussi la seule revendication permettant d'exprimer les intérêts communs de ceux qui ont encore un emploi et de ceux qui en ont été privés. En combattant ensemble avec cet objectif, les travailleurs représenteront une force capable de faire reculer le patronat et ses serviteurs à la tête de l'État.



Il y a beaucoup d'endroits où le travail ne manque pas. Avec la crise sanitaire, on a vu à quel état de dénuement les politiques d'économies menées par tous les gouvernements ont conduit le système de santé public. Ces trente dernières années, plus de 100 000 lits ont été supprimés dans les hôpitaux et, alors même que l'épidémie de Covid se répandait, faisant des milliers de victimes, plus de 5 700 lits ont encore été fermés en 2020. Le sous-effectif a atteint un tel niveau que beaucoup de services d'urgence sont contraints de cesser leur activité durant certaines périodes, en particulier pendant les congés d'été.

Il faut rompre avec cette politique et imposer l'embauche de personnel dans tous les services publics indispensables à la population, à commencer par les hôpitaux et les Ehpad.

Dans les entreprises où l'activité est réduite, à cause de la crise ou du manque de pièces, ce n'est pas aux travailleurs d'en faire les frais. Il y a une solution de bon sens : il faut baisser les cadences et le temps de travail, avec maintien intégral des salaires. Tous les travailleurs, qu'ils soient en CDI, en CDD, intérimaires ou salariés de la sous-traitance, peuvent se reconnaître dans cette revendication. Oui, il faut imposer de travailler moins pour travailler tous !

160 milliards d'euros de profits
pour les seules entreprises du CAC 40
durant l'année 2021, c'est...



près de
4 millions d'emplois
payés 2 000 euros
net, cotisations
comprises



ou
la construction
de plus de
50 000 écoles
primaires



ou
la construction
de près de 500
hôpitaux

Cela a un coût ? Oui, bien sûr. Mais, pour le financer, il faut utiliser les milliards de profits accumulés depuis des années par tous les grands groupes.

Ces richesses, créées par l'activité des travailleurs, sont détournées au profit des actionnaires et alimentent la fortune de quelques milliardaires. Il est légitime de revendiquer que ces milliards servent à garantir une vie correcte à celles et ceux sans lesquels rien ne fonctionnerait dans cette société. Et il faudra se battre pour l'imposer.

En fait, les choses sont simples : ce sont nos emplois ou leurs profits, nos salaires ou leurs dividendes, nos conditions de travail ou leurs caprices de riches.

Un plan de combat pour les travailleurs

Ni la répartition du travail, ni les augmentations de salaire, ni le contrôle des comptes des entreprises ne viendront du gouvernement, du Parlement ou du dialogue social. Pour changer notre sort, ce qui comptera, c'est ce qui se passera dans les entreprises, c'est notre capacité à nous organiser. L'action collective et la grève sont les seuls moyens de se faire respecter.

Le gouvernement, le patronat et, derrière eux, toutes les chefferies syndicales, font croire au dialogue social. Mais qu'est-ce que ces parlottes apportent aux travailleurs ? Des augmentations ridicules de quelques pourcents et une prime de consolation. C'est précisément avec ce genre d'entourloupe que les salaires prennent du retard sur les prix depuis des années et que le pouvoir d'achat des travailleurs s'effondre. Et ce n'est pas avec des primes que les caisses de retraite se remplissent.

Un peu partout dans le pays, des travailleurs débrayent ou font grève pour revendiquer des augmentations. La grève des travailleurs des raffineries a été visible et très médiatisée parce qu'elle a mis les stations-service à sec et parce que le gouvernement a voulu jouer les durs en réquisitionnant les grévistes. Après plusieurs semaines de grève, les grévistes ont obtenu une augmentation générale de 5 %, qui reste encore loin des 10 % qu'ils réclamaient.

Cette grève dans les raffineries est riche d'enseignement. Malgré ses profits historiques et après avoir augmenté son PDG de



Les grévistes de la raffinerie Total à Gonfreville tentent la reconduction de la grève, en octobre 2022.

52 %, le groupe TotalEnergies n'a pas cédé sur toutes les revendications des travailleurs. Il ne voulait pas créer un précédent car la politique des capitalistes est de ne rien lâcher. Face à la crise et à ses incertitudes, ils prennent de l'avance, raflent la part du lion des richesses créées par les travailleurs et engrangent tous les profits possibles.

Non seulement ils ne veulent rien céder mais, aidés du gouvernement, ils veulent que les travailleurs fassent les frais de la crise. Ils sont prêts à nous faire revenir une génération en arrière. On le voit avec les attaques contre les droits au chômage, le recul de l'âge de départ à la retraite et les sacrifices qu'ils veulent nous imposer à cause de la crise énergétique.

Alors, oui, la lutte sera difficile. C'est pourquoi il faut la préparer. Pour avoir une chance de gagner, il faut réfléchir à un plan de combat. Le grand patronat a une stratégie pour attaquer les travailleurs et aggraver l'exploitation. Il faut que les travailleurs se donnent une politique de lutte pour qu'ils sachent unir leurs forces autour des revendications qu'ils estiment légitimes.

Que nous faut-il ? Une prime qui sera aussitôt engloutie et galérer avec un salaire de base qui reste au plancher ? Évidemment non ! C'est le salaire de base qui compte tous les mois pour payer le loyer, les factures, et pour négocier un emprunt. C'est à



Dans la manifestation interprofessionnelle pour les salaires du 27 janvier 2022.

partir de lui que la retraite et les indemnités chômage sont calculées. Alors, ce sont les salaires qu'il faut augmenter, et d'au moins 400 euros par mois, pour combler le fossé creusé du fait de l'envolée des prix. Et la seule garantie que les salaires ne soient pas aussitôt dépassés par les prix, c'est de revendiquer leur indexation sur l'augmentation réelle des prix, et pas celle que nous vend le gouvernement.

C'est à ceux qui se mobilisent de diriger leur grève. À eux de décider de leurs revendications et de leurs modes d'action pour permettre à la contestation de s'élargir et de gagner en détermination, seules façons de l'emporter.

Lors de la grève des raffineries de TotalEnergies, deux syndicats, la CGC et la CFDT, hostiles à la grève, ont signé un accord avec la direction contre la volonté des grévistes. Si la combativité et la détermination des travailleurs sont au rendez-vous, il faut savoir que les appareils syndicaux voudront en garder le contrôle et sont prêts à brader la lutte pour un plat de lentilles. Alors, donnons-nous les moyens de contrôler nous-mêmes les luttes que nous engageons !



Lors de la grève des travailleurs des transports contre la réforme des retraites

Le capitalisme menace la société, il faut le renverser !

Canicule, incendies et orages dévastateurs ; guerre en Ukraine ; menace de guerre entre la Chine et les États-Unis ; paralysie et chaos dans le commerce international ; inflation et spéculation : tout le monde le ressent, la société fonce droit vers le précipice. Ceux qui prétendent la diriger s'agitent mais ne maîtrisent rien.

Face à la crise de l'énergie, ils font la danse de Saint-Guy. Un jour ils ferment une centrale à charbon, le lendemain ils la rouvrent ; un jour ils sont contre le nucléaire, le lendemain, ils sont pour. Incapables de planifier la production d'électricité, ils planifient les coupures.

Au nom de la transition énergétique, ils décident la fin des moteurs thermiques en Europe mais ne savent pas si on pourra produire ou recharger à grande échelle les batteries des voitures électriques.

Pour lutter contre l'inflation, les banques centrales augmentent les taux d'intérêt, au risque de provoquer une violente récession et de pousser à la faillite des ménages, des entreprises ou des États entiers.

Les capitalistes qui dominent l'économie et les politiciens à leur service sont incapables d'assurer un avenir viable à l'économie et à la société. Il ne s'agit pas d'incompétence ni même d'une question morale.



C. QATAR GAS

Navire méthanier chargeant du gaz naturel liquéfié, un combustible des énergies renouvelables à remplacer le gaz naturel.

Ils ne peuvent pas organiser harmonieusement la vie sociale parce que le système qui les enrichit et qu'ils défendent bec et ongles consiste à exploiter les hommes et la nature, jusqu'à leur extrême limite, et parfois jusqu'à leur destruction.

Les crises économiques, la spéculation et l'envolée des prix sont les fruits de la recherche effrénée du profit par une minorité de capitalistes. Les inégalités, les déséquilibres et les conflits entre pays et au sein de chacun d'eux sont en permanence alimentés par l'exploitation, la domination du grand capital et l'impérialisme.

Tant que ce système perdurera et que la grande bourgeoisie dominera, nous serons condamnés aux crises et aux guerres, et c'est avec notre peau que nous les paierons.

Il ne faut pas l'accepter ! Nous devons nous battre pour défendre nos conditions d'existence mais aussi pour empêcher ces irresponsables de nuire à toute la société. Il faut contester leur pouvoir et tout leur système parce qu'ils nous mènent dans le mur.



« Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage » (Jaurès)

On le voit à l'échelle internationale : si nous laissons faire les gouvernements, leurs états-majors, leurs diplomates et tous ceux qui s'activent dans leur ombre, nous courons droit vers une nouvelle guerre mondiale.

La guerre en Ukraine n'est pas seulement une guerre de plus. Elle met aux prises deux grandes puissances, la Russie et les États-Unis, et elle est déjà en train de se généraliser. Le simple fait que tous les pays soient forcés de se positionner crée un système d'alliance qui prépare l'étape suivante : celle d'un affrontement concernant bien d'autres pays.

Personne ne se risque à dire où nous en serons dans un, deux ou trois mois. Tous les militaires nous expliquent que la guerre a sa propre logique et qu'un engrenage militaire peut mener à la future guerre mondiale. Et ils ne s'amuse pas seulement à nous faire peur.

Biden et tous ses homologues sont loin de tout maîtriser. Poutine ne s'est-il pas trompé sur la volonté et la capacité de résistance des Ukrainiens ?

Et on le sait, les dirigeants sont capables de plonger le monde entier dans les pires barbaries. Ils l'ont fait par deux fois au 20^e siècle.



C SERHII NUZHNIENKO REUTERS

Mars 2022, les premiers bombardements sur la ville de Kiev, en Ukraine.

Les images qui nous viennent d'Ukraine nous rappellent que l'horreur est à deux jours de voiture. Mais cette guerre s'installe comme un bruit de fond, un drame de plus, qui ne nous concernerait que de loin.

C'est une erreur. Cette guerre a déjà des répercussions décisives sur nos vies et la France y est militairement engagée.

Le gouvernement français s'enorgueillit de livrer les canons Caesar ; des militaires français sont déployés en Roumanie ; les avions de chasse français assurent la surveillance au-dessus des pays Baltes...

Qu'on le veuille ou non, la France a les deux pieds dedans. Et elle ne s'y est pas engagée pour défendre l'indépendance et la liberté de l'Ukraine.

Macron se moque autant de la population ukrainienne que de la population malienne, que l'armée française était censée sauver et dont elle s'est fait détester. Ce qui l'a forcée à se retirer du Mali.

En Ukraine, la France joue les seconds couteaux dans cette guerre entre les puissances impérialistes et la Russie. Car, si c'est



Dans la manifestation du 1^{er} mai 2022.

Poutine qui a déclenché la phase actuelle des hostilités, les États-Unis mènent cette guerre pour étendre leur influence à l'est de l'Europe.

Alors, il n'y a aucune raison de faire confiance à Macron. Cette guerre n'est pas notre guerre ! Les travailleurs doivent rejeter tous les clans politiques de la bourgeoisie, ceux qui tiennent ouvertement un langage guerrier comme ceux qui réclament des négociations pour obtenir la paix. Ils doivent reprendre à leur compte le slogan du révolutionnaire allemand Karl Liebknecht, qui lançait en 1916, en pleine Première Guerre mondiale : « *L'ennemi principal est dans notre propre pays.* »

Il faut aussi garder en tête ce qu'avait écrit Anatole France au lendemain de la Première Guerre mondiale : « *On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les profits des industriels.* »

Pour ne pas se faire saigner aujourd'hui, et pour ne pas mourir demain pour les profits des industriels, il faut la transparence sur l'industrie militaire, la confiscation des bénéfices de guerre et l'expropriation de tous les capitalistes qui cherchent d'une façon ou d'une autre à profiter de la guerre.

Pas un euro pour les marchands de canons, pas un travailleur pour faire l'union sacrée derrière l'impérialisme !

Rien à attendre du cirque parlementaire

Macron n'ayant pas obtenu de majorité absolue au Parlement, ses ministres alternent entre la recherche d'une majorité de circonstance pour faire voter ses lois ou les passages en force avec le recours au 49.3.

Le Parlement est depuis longtemps un théâtre de marionnettes, destiné à amuser le public, à dissimuler la réalité du pouvoir et à faire croire aux masses qu'à travers les élections, elles décident de la politique du pays. Tous les partis politiques présents au Parlement sont d'accord pour jouer ce jeu. C'est pourquoi chaque député assure le spectacle dans l'hémicycle ou à la tribune.

Les 89 députés du RN veulent donner une image de gestionnaires responsables pour prouver aux capitalistes qu'ils sont aptes à gouverner le pays. Mais le naturel revient vite et certains ne peuvent s'empêcher de lâcher des propos racistes ou xénophobes.

Les 142 députés de la Nupes, élus grâce à l'accord entre LFI, le

PCF, le PS et EELV, participent eux aussi au spectacle de l'Assemblée avec leurs petites phrases et leurs invectives. Ils se veulent les champions des questions féministes et sociétales.

Les partis de la Nupes, aujourd'hui dans l'opposition, critiquent la politique de Macron qui attaque les droits des travailleurs et défend les plus riches. Mais ces partis ont tous gouverné à un moment ou à un autre contre les travailleurs. Ils dirigent ensemble de grandes villes où ils mettent en œuvre les économies budgétaires, suppriment des emplois ou ferment des services utiles à la population.

Ils ont maintes fois prouvé qu'il n'y a rien à attendre d'un « bon » gouvernement de gauche. Les députés et le Parlement n'ont pas le pouvoir de protéger les travailleurs.

Les véritables maîtres de la société sont les Dassault, Peugeot, Bolloré ; ce sont la bourgeoisie, les familles capitalistes. Les politiciens, de gauche comme de droite, qui visent à gérer ce système, sont tous condamnés à se transformer en larbins du grand capital et en ennemis des travailleurs.

Dans cette période de crise, il n'y a plus de compromis possible avec la grande bourgeoisie. Ce sont ses dividendes ou nos salaires ! Les jets privés ou les hôpitaux et les écoles ! C'est elle ou nous !

Le changement ne viendra pas de l'intérieur des institutions ni des notables qui font tourner le système et en retirent nombre de privilèges. Il viendra des travailleurs, conscients de leurs intérêts et de leur force collective.



Contre l'extrême droite, vive le camp des travailleurs !

L'illusion qu'il suffisait d'élire le bon président pour les travailleurs ou de trouver le bon Premier ministre a complètement débousolé le monde du travail. Cet électoralisme a détourné les

travailleurs des luttes et fait reculer la conscience de classe. Il les a démoralisés et déboussolés.

Les partis de gauche en portent la responsabilité, car ce sont eux qui ont fait croire que la lutte électorale pouvait remplacer la lutte de classe. Eux, qui ont demandé aux travailleurs de déléguer leur combat et de mettre leur confiance dans la gauche gouvernementale.

Nous en avons fait l'expérience tant de fois ; que le gouvernement soit de gauche ou de droite, rien de fondamental ne change jamais pour nous : les licenciements, les bas salaires, les petits boulots, l'exploitation, rien ne change. Alors il n'y a pas à s'étonner que des millions de femmes et d'hommes ne voient plus de différence entre les politiciens de gauche ou de droite !

Ce sentiment d'abandon se traduit aujourd'hui dans l'abstention massive des classes populaires et dans le vote pour Le Pen.

Parce que nombreux sont ceux qui ne savent plus à quel saint se vouer. Et pour beaucoup, Le Pen est celle qui n'a jamais été essayée ! Eh bien voilà le stade ultime de l'électoratisme : il n'y a qu'à les essayer les uns après les autres !

Aujourd'hui cela permet à la bourgeoisie de Saint-Cloud qui est à la tête d'un parti d'extrême droite de s'implanter dans les anciennes cités minières et d'arriver en tête dans des départements ouvriers.



Bien des travailleurs ont utilisé le bulletin Le Pen pour chasser Macron, comme d'autres ont utilisé le bulletin Mélenchon. Mais en le faisant, ils n'ont pas seulement exprimé leur rejet du système : ils ont pris le risque de la porter au pouvoir, conscients ou non des conséquences que cela pourrait avoir.

Et ils n'ont pas été gênés par sa politique anti-immigrés et de préférence nationale ! Parce qu'ils ne voient pas, ou ne voient plus, le poison que le nationalisme et la xénophobie

représentent pour leur classe. Il faut dire que, entre le « produire français » ou le souverainisme revendiqué des partis de gauche et la « préférence nationale » de Le Pen, il n'y a qu'un pas.

La menace ne vient pas seulement des individus ou des groupes identitaires racistes et anti-ouvriers renforcés par les succès de l'extrême droite. Elle vient de l'appareil d'État lui-même, en l'occurrence de la police et de l'armée, qui votent massivement à l'extrême droite. Il faut se rappeler la pétition signée par des généraux en retraite, qui menaçait d'une intervention de l'armée face à ce qu'ils appelaient « *le délitement qui frappe la patrie* ».

Il faut réaliser la solidarité morale et profondément réactionnaire de ces corps dédiés à la répression et l'ordre. Elle sera d'autant plus forte s'il y a des explosions de colère et des mobilisations. Et ceux-là ont tous les moyens de mettre fin à ce qu'ils considèrent être la chienlit.

La démagogie raciste, antimusulmans ou anti-immigrés est stupide et répugnante. Elle est, de plus, particulièrement dangereuse pour nous, travailleurs, car elle nous divise et nous prive de la seule arme dont nous disposons pour changer notre sort : notre force collective.

Travailleurs français, immigrés, une seule classe ouvrière !

Le camp des travailleurs est composé de femmes et d'hommes qui, au-delà de leurs différences de religion, de nationalité ou de

*Les chantiers du bâtiment,
véritables melting-pots.*



couleur de peau, se mélangent parce qu'ils travaillent ensemble, parce qu'ils souffrent ensemble et parce qu'ils sont appelés à se battre ensemble.

Les prolétaires ont de tout temps été déplacés selon les besoins des capitalistes. Au Qatar, les stades de la Coupe du monde ont été construits par des immigrés venus du Népal, d'Inde ou du Pakistan.

En France, pas un hôpital, pas un Ehpad, pas une société de gardiennage, pas un chantier, pas une usine ne fonctionnerait sans immigrés. Et pour pallier le manque de bras dans les secteurs où l'exploitation est la plus dure, le patronat réclame, encore aujourd'hui, plus de main-d'œuvre immigrée !

Tout en rassemblant et en mélangeant les travailleurs des quatre coins du monde, les capitalistes ont toujours eu pour politique de les diviser et de les dresser les uns contre les autres. Il ne faut pas marcher derrière ces gens-là. Ils sont les ennemis avérés des travailleurs. Ils divisent le monde ouvrier. Pour se défendre aujourd'hui et pour changer la société demain, il faut que les exploités agissent en tant que classe sociale.

CGEITY



Sur les pancartes : « Il est temps de payer correctement les infirmières » et « Les migrants font le NHS » (le 7^{ème} de a^{nté} publique de Grande-Bretagne).

Dans toute l'Europe, ceux qui prônent le repli national sont des ennemis des travailleurs

C'est le même désarroi, le même rejet des politiciens qui se succèdent au pouvoir pour taper sur les classes populaires, qui a permis à l'italienne Giorgia Meloni de remporter les élections. Son parti, Fratelli d'Italia, est l'héritier direct du parti fasciste MSI. Mais, comme Le Pen ou Bardella en France, Meloni cherche à apparaître comme une bonne gestionnaire des affaires de la bourgeoisie, respectueuse des institutions, de l'Union européenne et de l'euro.

En Italie, comme le ferait le Pen en France, Meloni mènera au pouvoir la même politique d'attaque contre les travailleurs que ses prédécesseurs, en y ajoutant sa couche de crasse xénophobe et réactionnaire.

En Grande-Bretagne, les politiciens en rivalités pour le pouvoir ont provoqué le Brexit en promettant aux travailleurs britanniques que la sortie de l'Union européenne améliorerait leurs conditions de vie. Aujourd'hui, les prix s'envolent, des milliers d'emplois utiles ne sont plus pourvus à cause des mesures anti-immigrés.

L'unique antidote à la poussée de l'extrême droite est que les travailleurs renouent avec leurs valeurs politiques : la conscience de constituer le camp de ceux qui triment dur pour gagner leur vie, quelles que soient leur origine, leur couleur de peau et leurs croyances.

Le vent de la révolte se lève sans prévenir

De l'Algérie au Soudan, du Sri Lanka au Kazakhstan, du Liban à l'Iran, voire à la Chine, les révoltes populaires contre la dictature, l'oppression, la vie chère n'ont pas manqué ces dernières années. Ces explosions sociales montrent que l'oppression finit toujours par engendrer la révolte et que la combativité des exploités n'a pas disparu.

En Iran, l'assassinat par la police des mœurs de Téhéran d'une jeune femme de 22 ans pour un voile pas assez couvrant a déclenché une contestation profonde de la République islamique, de ses institutions, ses dirigeants, ses dignitaires religieux ou militaires.

Des milliers de femmes arrachent et brûlent leur voile, des jeunes de 13 ou 14 ans bravent la police, des centaines de milliers de personnes ont manifesté sous une forme ou sous une autre, malgré la peur, les arrestations, les tabassages ou les tirs à balles réelles contre les manifestants.

La contestation a trouvé le soutien de nombreuses couches sociales, dans toutes les régions du pays, sans distinction de religions ou de différences ethniques. Des grèves ont éclaté dans



CZUMA PRESS MAXPPP

Manifestation en septembre 2022 en Iran : une femme enlève son voile en signe de protestation contre la mort de Maha Amini.

les régions pétrolifères et dans les grandes entreprises, où les travailleurs ont des traditions de lutte anciennes. En plus de la liberté, les travailleurs revendiquent du pain et du travail. Car, si l'inflation, les pénuries, le chômage et les salaires impayés sont le quotidien de millions d'Iraniens depuis des années, ces difficultés sont devenues insupportables.

La jeunesse iranienne a osé engager le combat contre une des pires dictatures de la planète. Le changement n'est venu ni de l'opposition interne au régime, ni des grandes puissances qui gardent depuis deux mois un silence complice et montrent, une fois de plus, qu'elles ne sont jamais du côté des révoltes populaires. Il est venu d'en bas, de celles et ceux qui refusent de se soumettre.

La répression féroce dont le régime iranien est coutumier n'a pas arrêté la révolte. Au contraire, chaque manifestant tué renforce la détermination des révoltés et fait naître dix contestataires. Les dizaines de milliers de manifestants actuels deviendront-ils des millions ? Les travailleurs apporteront-ils à la révolte leur puissance sociale et leur capacité d'organisation ? Sauront-ils proposer une politique pour renverser le régime et mener une nouvelle révolution, où les classes populaires construiront elles-mêmes leur propre pouvoir ? Tant que la révolte est en marche, tout est possible.

Il est impossible de savoir ce qui peut, dans tel ou tel pays, mettre le feu aux poudres. En Iran, cela a été une mèche de cheveux rebelle. Ailleurs, ce sera peut-être le manque de blé ou une



C IRAN INTERNATIONAL

Un rassemblement de métallurgistes et grévistes à Téhéran, le 15 novembre 2022.

atrocité guerrière. Une chose est certaine, les travailleurs ont un rôle majeur à jouer dans ces révoltes, car ils sont les seuls à être porteurs d'un ordre social débarrassé de l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour ce combat, ils ont besoin du courage incroyable dont la jeunesse iranienne fait preuve aujourd'hui.

Mais le courage et la combativité ne suffisent pas. Pour qu'une dictature ou un régime policier ne soient pas remplacés par un nouveau régime autoritaire, au service des privilégiés, comme en Égypte ou en Tunisie en 2011, il faut remettre en cause le système capitaliste et l'ordre impérialiste qui dominent le monde. Il faut des femmes et des hommes pour défendre ce programme. Il faut un parti révolutionnaire pour prendre la tête des révoltes.

Plus que jamais, mettre en avant une perspective révolutionnaire !

L'humanité est menacée par une série de catastrophes qui l'entraînent vers la barbarie.

Alors même que la société n'a jamais été aussi riche, la terre est devenue une maison de fous. Tous ceux qui sont déjà confrontés aux guerres ou à l'urgence de la misère voient leur vie ne tenir qu'à un fil. Et combien réalisent l'impasse dans laquelle nous plonge le capitalisme ? À tous ceux-là, il faut dire que nous ne sommes pas éternellement condamnés au capitalisme et qu'un autre monde est possible. C'est à nous de le construire.

Rien n'indique que la révolte soit sur le point d'arriver, et pourtant le renversement de l'ordre bourgeois est une nécessité !

À la propriété privée d'une toute petite minorité, il faut opposer la perspective de la collectivisation des grands moyens de production.

Au pouvoir politique de la classe bourgeoise, il faut opposer le pouvoir des travailleurs.

Au capitalisme, il faut opposer la perspective révolutionnaire du communisme.

Dans cette période de crise et de guerre, dans cette période de recul politique et de montée d'extrême droite, nous sommes particulièrement fiers de montrer qu'il existe, à l'échelle de tout le pays, un courant communiste et révolutionnaire.

Un courant qui affirme quelque chose de très simple et de très révolutionnaire : l'idée que les travailleurs font tout dans cette



Meeting à la Mutualité, le 8 octobre 2022.

société et qu'ils doivent collectivement en devenir les maîtres.

Un courant qui aide les travailleurs à mener tous les combats nécessaires du plus petit au plus grand : celui pour la prise du pouvoir par les travailleurs.

Ce courant est minoritaire et les résultats électoraux nous le rappellent régulièrement. Mais il n'y a pas à s'en démoraiser !

Tant qu'il y aura des travailleurs, il y aura des luttes. Et il y aura des femmes et des hommes pour contester et combattre le capitalisme.

Renforcer le courant qui place sa confiance dans la classe ouvrière, lui donner la force d'intervenir dans les luttes que les travailleurs ont à mener contre la grande bourgeoisie est la tâche essentielle.

C'est une tâche que nous poursuivrons envers et contre tout, car l'avenir de la société, et même de la planète, dépend de la révolution sociale.

Il faut un parti affirmant que seul le monde du travail peut changer la société !

Dans le passé, les travailleurs ont su exercer une pression sur la vie politique. Ils l'ont fait au travers des luttes collectives, des grèves, des occupations d'usines. Et en l'absence de lutte, ils

puisaient leur force et leur fierté dans l'idéal d'une société sans exploitation, sans la loi du profit et la concurrence. Une société égalitaire et organisée collectivement, une société communiste.

Eh bien, il faut reconstruire un parti et regrouper des militants qui portent cette perspective. Un parti totalement indépendant des partis bourgeois, composé et dirigé par des travailleurs et présent dans les entreprises et les quartiers populaires. Un parti pour aider aux luttes nécessaires et pour propager la conscience que les travailleurs sont capables de diriger la société bien mieux que la grande bourgeoisie.

Ensemble, commençons à construire un parti regroupant toutes les femmes et les hommes conscients que le seul camp porteur d'avenir est celui des travailleuses et des travailleurs.

Le meeting du 28 mai 2022, à la Fête annuelle de Lutte ouvrière.







Jean-Pierre Mercier, Nathalie Arthaud et Arlette Laguiller.